

Bulletin d'histoire politique

À propos de l'ouvrage d'Alexandre Lanoix *Historica et compagnie. L'enseignement de l'histoire au service de l'unité canadienne, 1867-2007*, Montréal, Lux, coll. « Histoire politique », 2007, 141 p.

Julien Prud'Homme



Volume 16, Number 3, Spring 2008

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056189ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056189ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Prud'Homme, J. (2008). À propos de l'ouvrage d'Alexandre Lanoix *Historica et compagnie. L'enseignement de l'histoire au service de l'unité canadienne, 1867-2007*, Montréal, Lux, coll. « Histoire politique », 2007, 141 p. *Bulletin d'histoire politique*, 16(3), 281–285. <https://doi.org/10.7202/1056189ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

À propos de l'ouvrage d'Alexandre Lanoix

Historica et compagnie.

*L'enseignement de l'histoire au service de l'unité
canadienne, 1867-2007*

Montréal, Lux, coll. « Histoire politique » 2007, 141 p.

JULIEN PRUD'HOMME

*Centre inter universitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST)
Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal*

L'adoption, en 2007, du nouveau programme d'histoire et éducation à la citoyenneté au secondaire soulève des enjeux politiques qui débordent le seul affrontement entre nationalistes québécois et canadiens. Il est urgent de s'en rendre compte. Involontairement, peut-être, Alexandre Lanoix, grâce à son ouvrage *Historica et compagnie*, nous y convie utilement.

En documentant, de manière fort pertinente, la persistance au Canada anglais du projet séculaire (mais inégalement répandu) d'écrire une histoire nationale enfin unifiée, Lanoix fait œuvre utile en exposant les rouages des avatars les plus récents de cette entreprise, comme les produits de la fondation privée *Historica* dont sont notamment issues les fameuses *Minutes du patrimoine*. Il s'agit là, en soi, d'une importante contribution. Mais le petit livre de Lanoix suscite aussi la curiosité pour une autre raison, incidente : en discréditant l'esprit propagandiste d'*Historica*, il l'oppose à celui des nouveaux programmes d'histoire dont il se fait de manière récurrente, à cette occasion, le défenseur affiché.

À ce titre, Lanoix, quoiqu'on en dise, demeure plutôt cohérent avec ses écrits antérieurs, même ceux où il se faisait plus critique de certains éléments du programme : ouvertement favorable, dans une lettre publiée dans *Le Devoir* en mai 2006, aux grandes intentions de la réforme en cours, Lanoix annonçait déjà, dans un numéro du *Bulletin* paru lui aussi en 2006,

sa réticence devant toute attribution de visées identitaires ou « politiques » à l'enseignement de l'histoire¹.

Cette prise de position surprendra ceux qui, depuis le début, voyaient une synonymie entre la propagande fédérale et le nouveau programme du MÉQ, non totalement sans raison, d'ailleurs. En effet, Lanoix, un conseiller pédagogique, exemplifie le fait que les promoteurs du nouveau programme se dissocient non pas du seul nationalisme québécois, mais plus globalement de toute fonction identitaire ou « politique ». En parallèle à l'originalité qui consiste à employer comme épouvantail le nationalisme canadien plutôt que québécois, *Historica et compagnie* véhicule donc en même temps une défense assez commune du nouveau programme d'enseignement de l'histoire : pour cette raison, il offre ici l'occasion de critiquer cette promotion du programme hors des termes de la polarisation Québec/Canada.

Il faut saisir cette occasion car la réforme en cours des programmes scolaires, toutes disciplines confondues, n'est pas, en effet, au premier chef une entreprise propagandiste. Si des visées relatives à la définition de la nation se sont bien greffées à la réécriture particulière du programme d'histoire, il reste que cette réécriture, comme je l'ai décrit ailleurs², témoigne d'abord des aspirations socio-professionnelles de spécialistes de la psychopédagogie. La principale ambition de ces derniers n'est pas d'introduire de nouveaux contenus factuels, par exemple fédéralistes, mais plutôt de désagréger les savoirs disciplinaires (historiques, etc.) à la base des anciens programmes pour réorganiser l'enseignement autour de concepts, comme celui de « compétence », propres aux sciences de l'éducation, dans l'intention affichée de neutraliser l'autonomie des savoirs et des enseignants qui s'en réclament³. C'est ainsi que, souvent sous couvert de lutte au propagandisme politique, comme chez Lanoix, les divers promoteurs de la réforme revendiquent, au-delà de la question nationale, un pouvoir autrement étendu sur ce qu'enseigner veut dire.

L'ouvrage *Historica et compagnie* emploie ce genre de rhétorique. De manière répétée, Lanoix, en présentant la nouvelle génération de programmes comme un antidote aux menées propagandistes d'Historica, suggère qu'un programme comme celui de 2007 s'en trouve d'office légitimé. C'est faire une bonne presse au nouveau programme, que l'ouvrage ne détaille pourtant jamais ; si on ne peut reprocher à Lanoix de se concentrer sur Historica, qui est l'objet du livre, on aurait pu, par voie de conséquence, s'attendre à plus de retenue dans l'apologie des nouveaux programmes, dont il choisit bien inutilement de faire la louange.

Cette validation du programme de 2007 par la seule négative ne détonne cependant pas dans l'ensemble de la polémique actuelle sur l'enseignement de l'histoire. Il est au contraire caractéristique des promoteurs du nouveau

programme de chercher à l'imposer d'évidence plutôt que de proposer de front un argument ouvert à la discussion. Cette attitude a contribué à égarer le débat dans un brouillard dont les défenseurs du programme ont le mieux tiré profit, en y trouvant prétexte à ne pas répondre aux critiques. On retrouve chez Lanoix cette même façon d'éluider la réalité des débats sur le nouveau programme, et ce à trois égards.

D'une part, Lanoix perpétue la tendance à ne comparer le programme qu'à des épouvantails ultra nationalistes, réduisant implicitement l'éventuelle critique de la réforme à un simple acharnement partisan. Surtout, Lanoix présente son propos comme un plaidoyer pour l'autonomie historique, mais en suggérant que seule la propagande nationaliste puisse attenter à cette autonomie⁴ ; or, outre qu'une critique nationaliste puisse être fondée, ce rétrécissement du débat fait oublier que si l'écriture des programmes recouvre d'autres objectifs, non nationalistes, ceux-ci n'en sont pas moins politiques. Tel est le cas, par exemple, quand la réforme des programmes promet une place prééminente à divers conseillers pédagogiques et une rénovation de la formation des maîtres qui favorise les facultés des sciences de l'éducation.

D'autre part, l'ouvrage véhicule l'idée que, en parfait contre-pied des discours partisans et directifs, le nouveau programme, en ne visant que le « développement d'habiletés », ne saurait, lui, orienter le contenu des cours puisqu'il ne fait que reproduire les normes de scientificité de la discipline historique⁵. Lanoix reproduit ainsi l'attitude des promoteurs du programme qui, pour contourner la critique, arguent que les objectifs par compétences n'ont pas d'incidence directive sur le contenu des cours. Pourtant, non seulement est-il au contraire avéré que la réforme des programmes influe bel et bien sur les contenus, mais il importe aussi de savoir que, avant d'être mis sur la défensive par le débat public, ses promoteurs y voyaient explicitement le projet radical d'une réorganisation des contenus dont les objectifs, comme l'éducation à la citoyenneté, comportaient des visées à la fois directives et destinées à marginaliser le savoir historique⁶. À ce titre, la réécriture récente des contenus d'enseignement, décrite comme neutre par Lanoix, sert en fait un projet socio-professionnel tout aussi étranger à la science historique, et non moins dommageable pour la connaissance, que ne l'aurait été l'histoire ultra nationaliste qu'il semble craindre si fort.

Finalement, *Historica et compagnie* véhicule une autre représentation erronée, mais chère aux défenseurs du programme de 2007, soit l'idée que les lignes directrices de la réforme sont en parfaite continuité, plutôt qu'en rupture, avec les programmes précédents et ne modifient donc pas l'ordre établi. Lanoix soutient cette thèse de la continuité des intentions pédagogiques : sur la base que c'est depuis les années 1960 que « l'histoire enseignée ne doit

plus... viser la formation d'un sentiment de fierté nationale »⁷, il présume une forte continuité entre le programme de 2007 et les intentions affichées du rapport Parent⁸. Encore une fois, j'ai écrit ailleurs en quoi les programmes des années 2000 se veulent plutôt en rupture avec l'esprit tant du rapport Parent que des programmes des années 1980, tout particulièrement en ce qui touche la refonte des contenus⁹.

Bref, l'ouvrage d'Alexandre Lanoix, d'un grand intérêt quand il se consacre à son objet, soit le projet séculaire d'une histoire canadienne unifiée, se fait moins consistant quand il cherche à y trouver le prétexte d'une légitimation d'office, implicite et par la négative, du nouveau programme québécois d'histoire et éducation à la citoyenneté au secondaire. Il dénature alors son travail, et sa critique d'une instrumentalisation nationaliste de l'histoire ne sert plus que de tremplin pour en justifier une autre.

Tout au long de son livre, Lanoix entretient ce travers en véhiculant des idées fausses associées à la défense polémique du nouveau programme, en laissant entendre que celui-ci est en continuité avec les programmes antérieurs et n'a pas d'incidence directive sur les contenus ; cela, il faut le répéter, est faux. Qui plus est, en contribuant à ne faire évaluer le nouveau programme que dans sa comparaison à des épouvantails ultra nationalistes, Lanoix en propose une validation par défaut qui élude une réalité importante : les luttes pour le contenu des programmes n'en sont pas moins politiques parce qu'elles débordent la question nationale. C'est pourquoi l'image simpliste, suggérée par Lanoix, d'une lutte entre propagande patriotique et histoire « scientifique » demeure aveugle à la réalité d'une lutte qui, dans les faits, oppose surtout les spécialistes de l'histoire moderne, enseignants comme historiens, au détournement de ses labels de qualité par une nébuleuse corporatiste issue des sciences de l'éducation.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Alexandre Lanoix, « L'enseignement de l'histoire et l'unité de la nation : grandeurs et misères du projet d'un manuel unique au Canada », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 14, no. 3, 2006, p. 105 ; « La fondation Historica, l'enseignement de l'histoire et le *nation building* », *Le Devoir*, 8 mai 2006.
2. Julien Prud'homme, « Réformer l'enseignement et réformer les maîtres. La transformation des programmes scolaires et ses acteurs : le cas de l'histoire nationale au Québec, 1963-2006 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, no. 2, 2007, p. 185-215.
3. *Ibid.*, p. 191-192.
4. Alexandre Lanoix, *Historica et compagnie, op. cit.*, p. 12, 70, 99, 105.
5. *Ibid.*, p. 40, 79, 95, 100 à 102.

6. Julien Prud'homme, *op.cit.*, p. 200-206.
7. Alexandre Lanoix, *op.cit.*, p. 7-8.
8. *Ibid.*, p. 37, 53, 102. Lanoix parle en fait du « projet de programme », celui-ci n'ayant pas encore été officiellement adopté au moment de l'écriture du livre en 2006.
9. Julien Prud'homme, *op.cit.*, p. 193-200.